

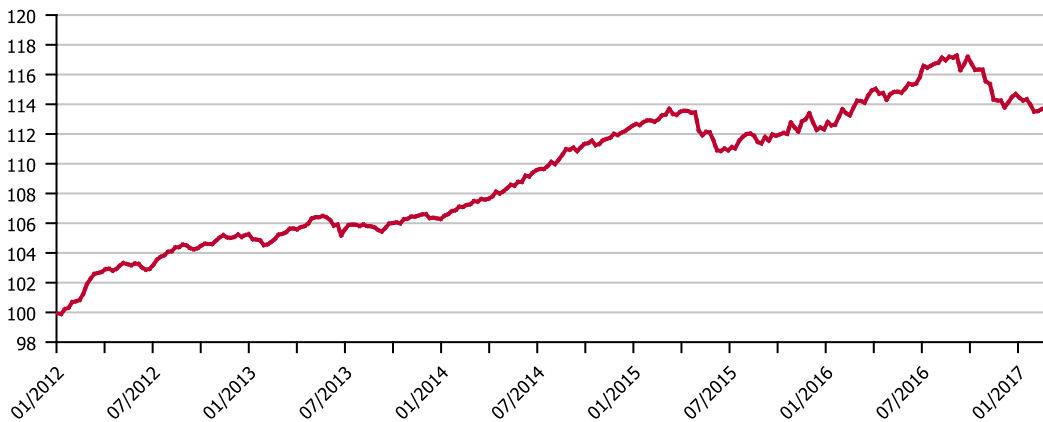
HUMANIS TAUX SOLIDAIRE

Part A
Reporting au 28/02/2017


► Stratégie d'investissement

Ce FCPE est investi essentiellement sur les marchés obligataire et monétaire de la zone euro. Il suit une politique d'Investissement Socialement Responsable (ISR) et est investi en titres d'entreprises solidaires. Il est destiné aux épargnants souhaitant une valorisation régulière du capital de façon prudente avec une prise de risque modérée, et une analyse environnementale, sociale et de gouvernance.

► Evolution de la VL (base 100)



► Performances du fonds

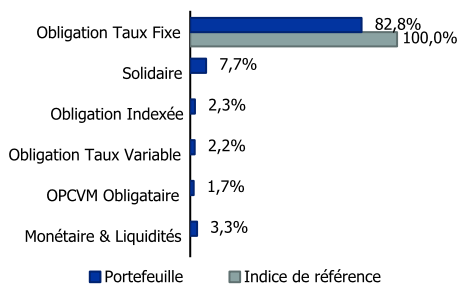
Performances cumulées (en %)	1 mois	2017	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Portefeuille	0,71	-0,33	0,04	6,48	11,98	27,22
Indice de référence	0,79	-0,57	-0,26	8,41	19,62	37,14

Performances annualisées (en %)	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Portefeuille	0,04	2,11	2,29	2,44
Indice de référence	-0,26	2,73	3,65	3,21

Performances annuelles (en %)	2016	2015	2014	2013	2012
Portefeuille	2,05	-0,16	5,90	0,97	5,30
Indice de référence	2,02	1,39	7,46	2,38	8,58

Les performances passées ne présagent pas des performances futures.

► Allocation d'actifs du portefeuille*



► Les principales lignes hors OPC*

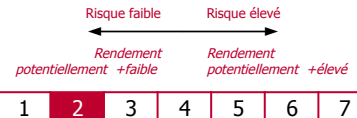
Valeurs	Poids
ITALIE 5.5% 01/09/22	5,97%
AFD 1.375 17/09/25	5,34%
SG 0.125 05/10/21	4,78%
SCHNE. 1.841 10/25	4,49%
LYXOR UCITS ETF DSB	3,87%

* Les données affichées sont calculées par transposition des OPC sous-jacents hors OPC Monétaires.

Vue d'ensemble

Date de création : 06/06/2003

Durée de placement : > 3 ans

Echelle de risque :

Forme juridique : FCPE

Fonds multi-parts : NON

Classification AMF : Oblig. et autres

TC libellés en euros

Devise : Euro

Indice de référence :

100% EuroMTS 5-7 ans

Fréquence de valorisation :

Quotidienne

Société de gestion :

Humanis Gestion d'Actifs

Gestionnaire :

Humanis Gestion d'Actifs

Valorisateur :

Humanis Gestion d'Actifs

Principaux risques :

- Risque de perte en capital
- Risque de taux
- Risque de crédit



Avertissements

Cette fiche ne constitue en aucun cas une publicité, un démarchage ou une sollicitation en vue de la fourniture de services de conseils en investissement ou de la vente d'instruments financiers. Avant toute souscription, il est indispensable de se rapporter aux documents d'information de l'OPC, en particulier son prospectus/notice d'information détaillant la politique d'investissement et la tarification. La responsabilité d'Humanis Gestion d'Actifs ne peut être engagée en cas de décision d'investissement réalisée sur la seule base de cette fiche.



Indicateurs de risque

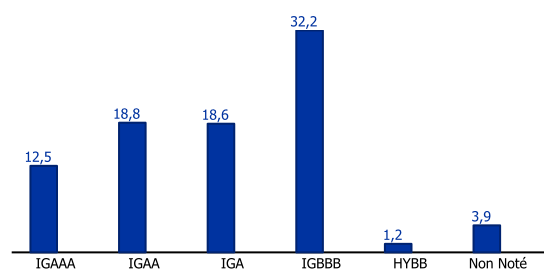
	1 an	3 ans	5 ans
Volatilité annualisée			
Portefeuille (en %)	2,27	2,06	1,74
Indice de référence (en %)	2,49	2,35	2,35
Tracking error (en %)	1,12	1,26	1,63

Sensibilité*

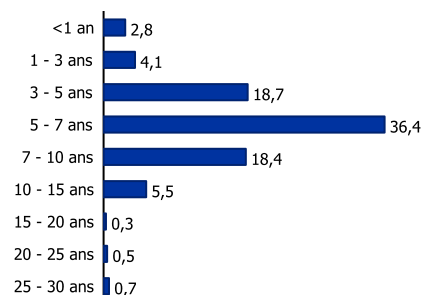
	Date du rapport	Mois précédent	30/12/2016
Portefeuille	4,82	4,83	4,87
Indice de référence	5,38	5,43	5,34

Analyse du portefeuille - TAUX

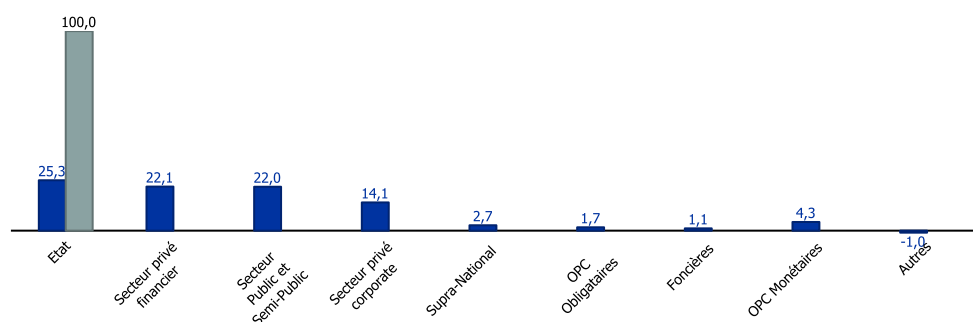
Répartition par notation long terme (en % d'actif)*



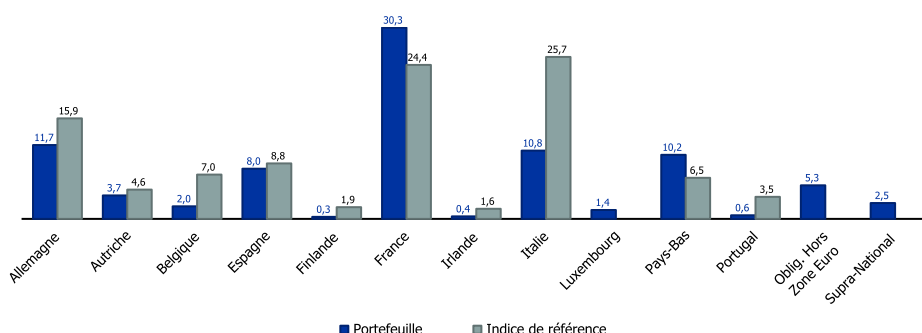
Répartition par tranche de maturité (en % d'actif)*



Répartition par type d'émetteur (en % d'actif)*



Répartition géographique hors OPC (en % d'actif)*



Economie et Marchés

L'économie en février - La croissance américaine est restée stable en deuxième estimation à 1,9% en rythme annualisé. Pour autant, le dynamisme de la consommation a été revu à la hausse, à 3,0% en rythme annualisé contre 2,5% en première estimation. En zone euro, l'inflation continue sa progression, à 2,0% en ga après 1,8% en janvier. L'énergie continue de tirer l'indice vers le haut. L'inflation sous-jacente reste cependant stable à 0,9%. L'indice PMI manufacturier de la zone euro progresse à 55,4, contre 55,2 en janvier.

Les marchés obligataires - Dans son dernier discours, Janet Yellen, Présidente de la Fed, a bien confirmé qu'elle envisageait trois nouvelles hausses de taux en 2017. En zone euro, la stagnation de l'inflation 'cœur' (0,9%) et des salaires semble écarter pour l'instant toute mesure de 'tapering'. La divergence de ces deux politiques monétaires devrait accentuer en théorie le creusement entre les taux d'intérêt américains et européens. Le taux 10 ans français a diminué sur le mois de 15pb à 0,89% alors que le Bund recule de 23 pb à 0,21%. En Italie et en Espagne, les taux 10 ans atteignent respectivement 2,08% et 1,65% en fin de mois.

Les marchés actions - Les nouvelles promesses de Donald Trump de réforme fiscale et de hausse des dépenses d'infrastructures, ont été de nouveau accueillies avec ferveur par les investisseurs. Alors que l'indice CAC 40 se retrouve désormais à portée du seuil des 5000 points, le DAX franchit pour la toute première fois les 12000 points. Le 'Trump Jump' pousse le Dow Jones vers les 21000 points. Le S&P 500 prospère et atteint 2365 points.

Le mot du gérant

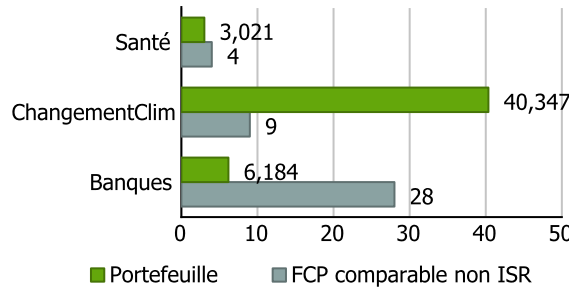
Au cours du mois de février le risque politique a été au centre des préoccupations des marchés, notamment à l'approche des élections aux Pays-Bas et en France avec la montée dans les sondages du parti d'extrême droite. Le taux 10 ans Allemand passe de 0,44% à 0,20%, le taux 10 ans français s'écarte de 8 Bp contre Allemagne et de 14 bp pour les Pays-Bas, du côté des taux périphériques l'Espagne s'écarte de 14 bp et seulement 9 bp pour l'Italie. A noter la bonne tenue du marché du crédit sur le mois l'indice Barclays Corpo 5/7 ans performe de +1.43% alors que l'indice souverain est à + 0.78%. Malgré notre diversification en crédit le fonds sous performe l'indice de référence sur le mois.

* Les données affichées sont calculées par transposition des OPC sous-jacents hors OPC Monétaires.

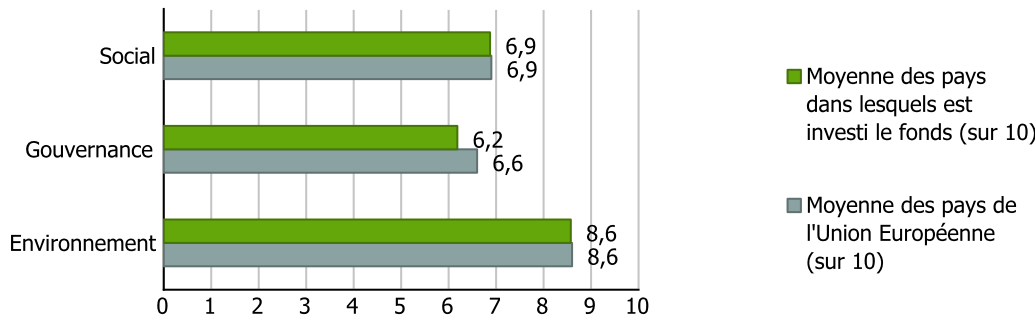


Analyse Investissement Socialement Responsable (ISR)

► % du fonds investi en entreprises actives sur les 3 thèmes suivants



► Score ESG des obligations



66 %

Taux de sélection SR obligataire



Focus

Focus thématique - Une étude qui revient sur les pertes économiques liées à la surpêche.

Pêcher moins ne rapporterait pas moins, mais plus. Selon un rapport publié en février par la Banque mondiale, la gestion plus raisonnée de toute la ressource halieutique de la planète pourrait, dans le meilleur des cas, générer jusqu'à 83 milliards de dollars par an, d'abord en pertes évitées.

Il en va en effet du stock de poissons comme de certaines ressources minérales. Le 'gisement' baisse, et le coût de son exploitation est en constante augmentation. Car les zones de pêche sont de plus en plus éloignées des bassins de consommation, mobilisant une logistique de plus en plus lourde.

' Environ 90 % des stocks de poissons qui font l'objet d'un suivi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont pleinement exploités ou surexploités, contre 75% en 2005 ', souligne le rapport de la Banque mondiale. Cette baisse de pression sur la ressource faciliterait sa reconstitution - renouvelable, contrairement aux minerais - et améliorerait la valeur marchande des prises. Ce qui revient à manger moins de poisson, payé plus cher. Entre autres exemples, le rapport donne celui du Pérou. La surpêche des anchois au large de ses côtes, venue s'ajouter aux effets du réchauffement climatique, menaçait de plonger toute une région dans un désastre écologique et économique. Pour éviter une telle crise, il aura fallu mettre au rebut 300 bateaux, soit le quart de la flotte vouée à cette activité au Pérou. Des quotas ont été introduits, et les entreprises de pêche ont mis en place des systèmes de rotation pour leurs employés. Ceux qui ont préféré quitter le secteur ont été indemnisés. ' Avec l'allègement de la pression sur les stocks, les pêcheurs indépendants et les navires de pêche industriels ont pu augmenter leurs prises et, avec l'amélioration de la qualité de la farine de poisson, leurs revenus ', indique la Banque mondiale, qui a apporté ses financements à cette opération. Il faut comprendre que ce n'est pas un choix de décroissance, de manger moins, mais qu'il s'agit de manger mieux. Par exemple, la pêche de petits poissons pour produire des farines de poisson n'a pas d'avenir dans la perspective d'une agriculture biologique ou même raisonnée.

Actualités Environnement Social Gouvernance

Environnement - Deux chiffres montrent l'évolution des questions environnementales en Europe. Les renouvelables semblent avoir définitivement pris leur place dans les programmes d'investissement, puisqu'elles représentent 86% des capacités électriques installées en 2016 dans l'UE. En revanche, 2,8 millions de Français sont desservis par une eau polluée au plomb, aux nitrates ou aux pesticides. Au-delà des investissements, c'est sans doute la politique et la gouvernance, comme le montre une récente due danoise.

Social - Volkswagen (hors univers SR) confirme la nécessité de l'exclusion de l'univers SR. En février, les négociations sur la mise en oeuvre du plan massif d'économies et notamment de réduction des effectifs ont été interrompues. Les syndicats souhaitent une implication plus forte du directeur général dans cette négociation. Cela montre que des mauvaises nouvelles sont encore à attendre.

Gouvernance - BBVA (univers SR) a décidé l'an dernier l'allongement de la période de détention des stock-options dans un projet de faire converger la rémunération variable avec le long terme. En 2017, la rémunération variable du président exécutif de BBVA pour 2016 sera réduite de 12%, mais celle de son directeur général sera augmentée de 16%.